



PRÉFET DE L'AUBE

Arrêté n°PCICP2020020-0003 du 20 janvier 2020

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société WEPA

Communes de TORVILLIERS (10440) et SAINTE-SAVINE (10300)

Arrêté préfectoral de mise en demeure

La secrétaire générale chargée de l'administration
de l'État dans le département

- VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les articles L.515-28 à L.515-31, les articles R.515-58 à R.515-84 ; et les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 et R. 515-74 ;
- VU l'article 45 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU la directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- VU la décision n°2014/687/UE du 26 septembre 2014 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de pâte à papier, de papier et de carton, au titre de la directive 2010/75/UE ;
- VU le décret du 12 juillet 2017 nommant Mme Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube ;
- VU l'arrêté préfectoral n°01-1477A du 14 mai 2001 portant sur l'autorisation d'exploiter sur les communes de TORVILLIERS et SAINTE-SAVINE une unité de production de papier à usage sanitaire ou domestique ;
- VU les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 04-2544 du 23 juin 2004, n° 2013198-0002 du 17 juillet 2013 et n° 2016313-0002 du 8 novembre 2016 ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire PCICP2019053-0002 du 22-02-2019, notamment les articles 6.5 (étude de sols) et 6.6 (surveillance des eaux souterraines) ;

- VU** les éléments de l'exploitant transmis par mél du 31-10-2019 ;
- VU** le rapport de la visite du 19 septembre 2019 de l'inspection des installations classées de la DREAL du GRAND-EST transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception, en date du 26 novembre 2019, conformément aux dispositions des articles L. 171-6, L. 514-5 et R. 515-74 sus-visés, lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques sur le projet d'arrêté de mise en demeure annexé audit rapport ;
- VU** les remarques formulées par l'exploitant par un courrier du 11 décembre 2019, réceptionné par la préfecture de l'Aube le 12 décembre 2019, sur ce projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que la société WEPA exploite sur les communes de TORVILLIERS et SAINTE-SAVINE des installations visées par la rubrique n° 3610 b (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire PCICP2019053-0002 du 22-02-2019 prescrit :

« L'exploitant propose au Préfet, dans un délai de 3 mois à compter de la parution du présent arrêté, une étude de sols conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués de 2017 afin d'identifier la présence ou non d'une pollution. Cette étude intégrera des analyses du sol au niveau des 2 bassins d'infiltration. »

CONSIDÉRANT que l'article 6.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire PCICP2019053-0002 du 22-02-2019 prescrit :

« L'exploitant propose au Préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, une étude relative à la surveillance des eaux souterraines réalisée par un expert reconnu en matière d'hydrogéologie, choisi en accord avec l'inspection des installations classées, permettant de :

- définir l'emplacement approprié pour l'implantation du dispositif de contrôle à mettre en place en fonction du contexte du site à surveiller et du sens des écoulements souterrains transitant sous le site,*
- définir la nature de ce dispositif et émettre des recommandations concernant les modalités de sa réalisation,*
- définir si les forages présents sont suffisants ou si la création d'ouvrage supplémentaire s'avère nécessaire aux vues des enjeux,*
- définir les modalités de la campagne de contrôle en tenant compte des caractéristiques de la nappe.*

La caractérisation de l'état des eaux souterraines doit tenir compte du comportement des eaux souterraines, c'est-à-dire des conditions hydrodynamiques et des battements de nappe. L'avis et les recommandations de l'hydrogéologue seront remis à l'inspection des installations classées accompagnés des propositions de l'exploitant. »

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas transmis les éléments attendus aux articles 6.5 et 6.6 de l'arrêté préfectoral pré-cité aux dates fixées et que les éléments transmis par mél du 31 octobre 2019 n'y répondent que partiellement, et que la réponse transmise par courrier du 11 décembre 2019 n'apporte pas d'éléments remettant en cause le bien fondé de cette mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement prescrit : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société WEPA de respecter ses obligations afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

CONSIDÉRANT qu'en application du I de l'article 45 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, Mme Sylvie CENDRE est chargée de l'intérim du préfet de l'Aube en qualité de secrétaire générale chargée de l'administration de l'État dans le département à compter du 13 janvier 2020 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} – MISE EN DEMEURE

La société WEPA France, dont le siège social est situé avenue de l'Europe à BOUSBEQUE (59166), ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure pour son site exploité RN 60 – ZI de TORVILLIERS sur le territoire de la commune de TORVILLIERS et SAINTE-SAVINE de respecter sous 3 mois :

- l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire PCICP2019053-0002 du 22-02-2019 ;
- l'article 6.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire PCICP2019053-0002 du 22-02-2019.

ARTICLE 2 – RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX **ou par le biais de l'application telerecours (www.telerecours.fr)** par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur de la Société WEPA

Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de TORVILLIERS et SAINTE-SAVINE et mise à disposition de toute personne intéressée.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi que monsieur le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TROYES, le **20 JAN. 2020**

La secrétaire générale,
chargée de l'administration de l'État dans le
département,



Sylvie CENDRE